

## Stratégie géopolitique russe en Méditerranée

Les priorités nationales de Poutine sont à la base de sa stratégie globale, mais ses perceptions de l'intensité des menaces déterminent son pragmatisme dans la région.

Mark N. Katz

**M**oscou a des intérêts géopolitiques divers dans le bassin méditerranéen. Cependant, certains ne sont pas compatibles entre eux. Après avoir passé en revue quels sont ces intérêts et après avoir identifié ceux qui sont en conflit entre eux, nous expliquerons et nous évaluerons la stratégie de Vladimir Poutine pour promouvoir ces objectifs contradictoires.

L'intérêt géopolitique clé de la Russie en Méditerranée est de conserver un accès maritime à travers les détroits turcs pour que ses navires de guerre et de commerce puissent transiter facilement entre la mer Morte (qui baigne les côtes russes) d'une part, et la Méditerranée et d'autres régions d'autre part. Pour pouvoir atteindre l'objectif recherché, il est nécessaire que la Turquie soit un pays stable, pouvant garantir un passage ordonné par ces détroits et que le gouvernement turc ne soit pas hostile et, de préférence, amical envers le Kremlin.

Un autre objectif est de promouvoir ses intérêts économiques dans la région, spécialement dans le secteur pétrolier dont dépend largement l'économie russe. En ce sens, les progrès dépendent non seulement du marché mais aussi de l'image de la Russie en tant que fournisseur fiable et partenaire désirable aux yeux des États importateurs de pétrole de la région. Pour ce faire, la Russie doit naturellement entrer en concurrence avec d'autres producteurs, soit de la région (comme l'Algérie), avec d'importants exportateurs (comme l'Arabie saoudite), soit avec des candidats potentiels (comme l'Iran). Cependant, les pays rivaux sur le marché pétrolier (l'Algérie et la Libye, par exemple) peuvent aussi offrir des opportunités d'investissement aux entreprises russes.

Pour Poutine, les États-Unis, l'OTAN, voire même l'Union européenne (UE), sont hostiles à la Russie et l'un de ses grands intérêts géopolitiques est de les fragiliser. Et pour y parvenir, il est nécessaire de soutenir certains acteurs (gouvernements, partis politiques, opinion publique) de la région qui sont aussi en conflit avec quelques-uns ou avec tous ses adversaires, à des degrés différents.

Un autre intérêt géopolitique important pour Moscou est d'empêcher que des forces jihadistes sunnites continuent à croître, car elles pourraient menacer les

intérêts russes et la Russie elle-même. Poutine a voulu collaborer avec chaque gouvernement méditerranéen (ainsi qu'avec d'autres intervenants dans la région) pour y parvenir, y compris avec des démocraties occidentales, des dictatures arabes séculaires (dont le régime de Bachar al Assad en Syrie), des forces chiïtes (Iran et le Hezbollah au Liban), et même avec Israël.

Comme à l'époque soviétique, Poutine estime qu'il est important de maintenir une présence militaire permanente en Méditerranée. Il concilie ainsi deux choses, d'un côté l'objectif concret de soutenir le régime d'Al Assad (l'allié assiégé de Moscou en Syrie) et, de l'autre, l'objectif plus général de projeter une image de grande puissance de la Russie. Et naturellement, grâce à une certaine présence militaire dans la région, il est plus facile d'atteindre d'autres buts inattendus. Pour ce faire, il faut au moins compter sur un gouvernement dans la région disposé et capable de fournir à la Russie des installations militaires. Et la Syrie joue actuellement ce rôle.

Comme cela a déjà été dit, le problème de poursuivre des intérêts géopolitiques disparates en Méditerranée est que certains ne sont pas compatibles. Par exemple, le ferme soutien de Moscou au régime d'Al Assad se heurte au souhait de construire et d'entretenir de bonnes relations avec la Turquie, surtout si Ankara réclame la démission du président syrien. Par ailleurs, la Russie a du mal à entretenir de bonnes relations (y compris dans le domaine économique) avec des pays européens membres de l'OTAN et de l'UE, du fait du soutien que Poutine a apporté aux partis d'extrême gauche et d'extrême droite de ces pays, afin de porter préjudice aux gouvernements européens, aux deux institutions et peut-être même à la démocratie. Par ailleurs, il est difficile pour Moscou d'établir et de conserver les relations commerciales dont elle a besoin avec les pays européens dans la région ; ses actions politiques et militaires (en soutenant le séparatisme en Ukraine ou les vols militaires non autorisés dans l'espace aérien de nombreux États européens) servent à miner l'attrait du pays en tant que partenaire économique. Il lui est aussi difficile de convaincre des gouvernements européens et du Moyen-Orient de soutenir eux aussi Al Assad

pour anéantir les forces de l'islam radical ; pour bon nombre d'entre eux, des deux côtés de la Méditerranée, les actions du régime syrien (et ses partisans) ne font que renforcer ces forces.

Naturellement, la Russie n'est pas le seul pays à avoir des intérêts géopolitiques contradictoires en Méditerranée (ou dans d'autres zones). La Méditerranée est un environnement réellement complexe, non seulement parce qu'elle est partagée entre le Vieux Continent et le Moyen-Orient (outre les énormes différences existant de chaque côté), mais aussi parce que la Russie se sent menacée, aussi bien par une rive que par une autre.

### Approches géopolitiques discordantes

**P**outine a-t-il adopté une stratégie géopolitique efficace pour relever ces défis, ainsi que pour résoudre les intérêts opposés du pays dans la région ? Pour répondre à cette question, il faut comprendre quelles sont les stratégies géopolitiques dont disposent les pays ayant des intérêts incompatibles.

Une des possibilités est d'élaborer une stratégie globale permettant de surmonter les contradictions inhérentes aux objectifs recherchés en politique extérieure et de les mener avec succès plus ou moins en même temps. Une autre possibilité est d'établir que des intérêts antagoniques ne peuvent pas être mis en oeuvre simultanément. Il est donc nécessaire d'établir des priorités par le biais d'une stratégie pragmatique en réduisant l'importance de ceux qui sont considérés moins importants ou moins faisables et en mettant en oeuvre les plus importants et les plus réalisables. Une troisième possibilité est de subordonner les intérêts en politique extérieure à ceux de nature politique nationale, car en poursuivant en même temps des intérêts géopolitiques contradictoires, on risque d'entraver la réalisation d'une partie ou de la totalité d'entre eux, mais ils peuvent aussi servir à anticiper quels sont les objectifs politiques nationaux prioritaires d'une administration (ou simplement d'un leader). Une quatrième possibilité est de ne pas adopter délibérément une stratégie géopolitique nationale, globale ou basée sur les priorités et de poursuivre des intérêts divergents de façon fragmentée, au fur et à mesure que les occasions se présentent.

Quelle possibilité a choisi Poutine ? Dans une certaine mesure, les quatre. Tout comme la Russie prétend des objectifs opposés dans la région, son président a adopté des approches divergentes pour les réaliser. La clé de voûte pour comprendre la stratégie géopolitique résultant de ces approches discordantes est de comprendre la priorité que Poutine leur donne et quand il tend à se reposer davantage sur l'une plutôt qu'une autre.

Les problèmes internes de Poutine semblent inspirer sa stratégie géopolitique globale en Méditerranée. Selon lui, la montée des forces islamistes au Moyen-Orient menace de déborder sur les zones musulmanes de Russie. De même, il considère que les USA, l'OTAN et l'UE (surtout, mais pas seulement la rive européen-

ne de la Méditerranée) peuvent mettre fin à son mandat à force de plaider pour la démocratie.

L'attitude adoptée face à cette double menace de la Méditerranée a plusieurs explications que nous trouvons dans les trois autres approches. Quand il se sent plus optimiste, Poutine semble suivre une sorte de stratégie géopolitique globale qui consiste, d'une part, à agir contre la « menace occidentale » et d'autre part, à collaborer avec l'Occident contre les forces islamistes. Cette stratégie part de la conviction que pour l'Occident, indépendamment de ses différences avec la Russie, la menace islamiste est sa principale préoccupation et qu'il devrait donc être disposé à lutter avec la Russie pour y mettre un terme. Moscou croit même que les pays méditerranéens européens et la Turquie (y compris Israël) le comprennent, car pour eux, le danger islamiste est plus immédiat. Ils devraient donc agir et convaincre la Maison Blanche et certains pays nordiques européens qu'il s'agit d'un problème beaucoup plus grave. En d'autres termes, bien qu'ils n'aient pas certains aspects de la politique extérieure russe, « la logique de la situation » conduira – non seulement les alliés des USA en Méditerranée, mais aussi Washington – à laisser de côté les réticences occidentales à l'égard de Moscou, pour affronter la menace commune du terrorisme islamiste, présente dans cette région. Malgré les fortes disparités existant entre la Russie et une grande partie de l'Occident au sujet de l'Ukraine, ce fut cette logique qui poussa Poutine à appeler à « unir les efforts pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés et de créer une véritable et large coalition antiterroriste internationale » au cours de son discours du 28 septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies.

En revanche, quand Poutine est plus pessimiste et considère que l'Occident se soucie davantage de nuire à son pays que de répondre à la menace islamiste – ou peut-être simplement quand l'occasion se présente –, il adopte une approche plus tactique et fragmentée à l'égard de la Méditerranée, en particulier en ce qui concerne le camp européen et la Turquie. Poutine n'a pas fondé de partis d'extrême droite et d'extrême gauche comme le Front national en France, Podemos en Espagne, Forza Italia ou la Ligue du nord en Italie, ou Syriza et Aube dorée en Grèce, hostiles à Washington, à l'OTAN et à l'UE. Cependant, la popularité politique de ces formations, ainsi que leur position généralement favorable à Poutine, constituent une occasion d'ébranler les efforts américains et de certaines administrations européennes manifestement plus anti russes pour accroître les sanctions contre la Russie et même d'affaiblir l'OTAN et l'UE, surtout si ces partis arrivent au pouvoir comme en Grèce.

Toutefois, il semble que quand il mise sur le pragmatisme, Poutine adopte une stratégie méditerranéenne qui privilégie certains objectifs au détriment d'autres. Ainsi, à trois reprises au cours desquelles il a dû faire récemment un choix entre les intérêts à poursuivre en Méditerranée, il a évité la confrontation et il s'est décidé pour une stratégie pragmatique.

Par exemple, Poutine a souvent élevé la voix contre l'intervention de plusieurs pays occidentaux et arabes en 2011 contre Kadhafi, en promettant qu'il ne permettrait pas que quelque chose de semblable arrive en Syrie. Malgré cela, le Kremlin a établi discrètement des relations plus ou moins bonnes avec le gouvernement libyen post-Kadhafi, reconnu au niveau international et basé à Tobrouk. Ainsi plusieurs accords signés pendant l'ancien régime ont été rétablis. Moscou tient aussi de fréquentes réunions avec le gouvernement rival de Tripoli. Dans ce cas-là, Poutine tient plus à récupérer les liens commerciaux avec la Libye qu'à se maintenir à l'écart des forces responsables du renversement de celui qui fut pendant longtemps un allié de Moscou.

Tout le monde sait que le président russe a soutenu en Égypte la destitution en 2013 du président élu des Frères musulmans, Morsi, dirigée par l'ancien chef de l'armée, Abdel-fattah al Sissi. Il a aussi profité de la désapprobation de la part de l'administration d'Obama des actions du militaire pour renforcer les relations de Moscou avec Le Caire. Or, quand Morsi assurait la présidence en 2012-13, Poutine entretenait plus ou moins de bonnes relations avec lui. Les deux dirigeants s'étaient réunis au cours des sommets des pays BRICS en Afrique du Sud en mars 2013, puis à Sotchi en avril 2013. Il semble qu'au cours de ce dernier sommet ils aient convenu que la Russie aiderait l'Égypte à construire un réacteur nucléaire et à développer ses gisements d'uranium. En conclusion, quand il a dû décider quelle attitude adopter face à un président des Frères musulmans, Poutine a choisi une ligne d'action très pragmatique.

En outre, quand le premier ministre grec Alexis Tsipras a demandé à la Russie son soutien économique pour éviter les conditions extrêmement strictes de sauvetage imposées par l'Allemagne et l'UE afin de résoudre la crise de la dette grecque, Poutine a refusé et lui a conseillé de parvenir à un accord avec l'UE. Le dirigeant russe pensait que les avantages potentiels géopolitiques que pourrait obtenir Moscou si la Grèce se rapprochait de la Russie et s'éloignait de Bruxelles et de Washington, ne compenseraient pas le poids économique que son gouvernement devrait assumer pour l'aider. Sans oublier que les répercussions économiques négatives que toute l'Europe aurait subies à cause du « Grexit » auraient aussi pesé sur la Russie. Malgré les sanctions de l'Occident, Moscou préfère une Europe plus forte qui peut se permettre d'acheter relativement plus de pétrole russe plutôt qu'une Europe plus faible qui ne peut pas le faire. Donc, lorsqu'il a fallu choisir entre favoriser les intérêts économiques nationaux et fragiliser politiquement les institutions européennes, Poutine, toujours aussi pragmatique, s'est décidé pour la première option.

Ces exemples montrent que, bien que le président russe soutienne fermement le régime d'Al Assad, si ce



**Le président iranien, Hassan Rohani, et son homologue russe, Vladimir Poutine, lors du sommet des pays exportateurs de gaz. Téhéran, le 23 novembre 2015. / ATTA KENARE/AFP/GETTY IMAGES**

dernier s'effondre, il tentera de façon pragmatique de nouer de bonnes relations avec le régime (ou les régimes si le pays finit par être fragmenté) qui le remplacera, s'il est disposé à travailler avec la Russie. À ce moment-là, Moscou pourra peut-être conserver (ou récupérer s'il les perd) ses installations militaires en Syrie après la chute d'Al Assad. Et si cela n'est pas possible, il pourra peut-être en installer d'autres en Égypte, à Chypre ou en Grèce. Cependant, il va sans dire que Poutine préférera certainement ne pas être obligé de prendre de telles décisions pragmatiques.

Pour les pays méditerranéens et pour ceux qui ne le sont pas mais qui sont actifs dans la région, il y a une grande différence quand le Kremlin met en oeuvre une stratégie globale (et généralement agressive) en faveur de tous ou presque tous les intérêts géopolitiques russes, en même temps ; une stratégie fragmentée et tactique en réaction à ce qu'il considère comme des manœuvres agressives occidentales (ou simplement si l'occasion se présente), ou une stratégie par priorités qui favorise des intérêts pragmatiques au détriment d'autres intérêts plus belliqueux. En effet, comme nous l'avons établi, s'il est vrai que les priorités nationales du leader russe sont à la base de sa stratégie géopolitique globale en Méditerranée, ses perceptions changeantes de l'intensité des menaces auxquelles doit faire face le pays – tant si elles proviennent du Moyen-Orient que de la rive européenne ou bien de tous les deux – exerceront une influence sur les stratégies qu'il choisira, sur les alliés (ne serait-ce que provisoirement) qu'il considère capables de combattre ces menaces et, par-dessus tout, s'il doit donner la priorité de façon pragmatique aux intérêts contradictoires de la Russie dans la région. ■